



**OBSERVATOIRE DE LA PARITE
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

Parité politique
07/04/2010

**REFORME DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :
EFFETS INDUITS SUR LA PARITE
DES PROJETS DE LOI**

N°61

*relatif à l'élection des conseillers territoriaux
et au renforcement de la démocratie locale*

et

N°62

*relatif à l'élection des membres des conseils des collectivités
et des établissements publics de coopération intercommunale*

Sommaire

1. Calendrier provisoire de la réforme.....	p. 3
2. L'essentiel des projets de loi.....	p. 3
3. Situation actuelle.....	p. 4
<i>Tableau 1 : Part d'hommes élus ou désignés, selon le niveau de contrainte paritaire.....</i>	<i>p. 4</i>
3.1. Régions.....	p. 5
<i>Tableau 2 : Part de femmes élues et membres des exécutifs régionaux en 2004.....</i>	<i>p. 5</i>
3.2. Départements.....	p. 6
<i>Tableau 3 : Part de femmes élues dans les CR et les CG, selon le département.....</i>	<i>p. 6</i>
3.3. Communes.....	p. 9
<i>Tableau 4 : Part d'élus soumis à la contrainte paritaire, en 2008.....</i>	<i>p. 9</i>
<i>Tableau 5 : Part d'hommes et de femmes maires, adjoints et conseillers municipaux en 2008.....</i>	<i>p. 9</i>
3.4. EPCI.....	p. 10
<i>Graphique 1 : Part des femmes détenant le pouvoir exécutif.....</i>	<i>p. 10</i>
<i>Graphique 2 : Part des femmes détenant la présidence de l'intercommunalité.....</i>	<i>p. 10</i>
<i>Graphique 3 : Part des femmes présidente par statut de communauté.....</i>	<i>p. 11</i>
<i>Graphique 4 : Part des femmes détenant la présidence d'une communauté par région.....</i>	<i>p. 11</i>
4. Effets induits des projets de loi n°61 et 62 sur la parité.....	p. 12
4.1. Projet de loi n°61 relatif à l'élection des conseillers territoriaux.....	p. 12
<i>Tableau 6 : Proportion totale d'élus au scrutin de liste et au scrutin uninominal avant et après 2014.....</i>	<i>p. 12</i>
<i>Tableau 7 : Part de femmes et d'hommes élus en 2004 et 2008, selon le mode de scrutin.....</i>	<i>p. 12</i>
<i>Tableau 8 : Projection de la part de femmes et d'hommes élus en 2014, selon le mode de scrutin.....</i>	<i>p. 13</i>
<i>Tableau 9 : Projection de la réduction du nombre de femmes et d'hommes élus, après 2014.....</i>	<i>p. 13</i>
<i>Tableau 10 : Elu-es avant 2014 et projection en 2014, par département.....</i>	<i>p. 14</i>
<i>Tableau 11 : Elu-es avant 2014 et projection en 2014, par région et département.....</i>	<i>p. 18</i>
4.2. Projet de loi n°62 relatif à l'élection des conseillers municipaux.....	p. 23
<i>Tableau 12 : Projection de la part d'élus soumis à la contrainte paritaire, en 2014.....</i>	<i>p. 23</i>
<i>Tableau 13 : Part de femmes maires, adjointes et conseillères municipales en 2008.....</i>	<i>p. 23</i>
<i>Tableau 14 : Projection du nombre et de la part de femmes maires, adjointes et conseillères municipales, en 2014.....</i>	<i>p. 23</i>

1. Calendrier provisoire de la réforme

21 octobre 2009 : Présentation des projets de loi 60, 61, 62 et 63 en Conseil des ministres. Le gouvernement engage une procédure accélérée.

16 décembre 2009 : Discussion en séance publique et adoption en 1^{ère} lecture du projet de loi n° 63 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux, par le Sénat.

26 janvier 2010 : Scrutin public et adoption du projet de loi n°63 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux, sans modification en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale

4 février 2010 : Projet de loi n°60 relatif à la réforme des collectivités territoriales, adopté en 1^{ère} lecture par le Sénat.

14 et 21 mars 2010: Election des conseillers régionaux pour quatre ans.

Mai 2010 : Examen des projets de loi n° 61 et 62 par le Sénat

Mars 2011: Election de la moitié des conseillers généraux pour trois ans.

Mars 2014 : Elections le même jour des nouveaux conseillers territoriaux (siégeant à la fois au département et à la région) et des conseillers municipaux, dont ceux « fléchés » seront également élus conseillers communautaires.

2. L'essentiel des projets de loi

Projet de Loi n° 60 : relatif à la réforme des collectivités territoriales

Le projet de loi vise à réorganiser les collectivités autour d'un pôle départements-région et d'un pôle communes-intercommunalité. Il prévoit la couverture de l'ensemble du territoire par des structures intercommunales, l'abrogation des pays et la création de métropoles dans les regroupements de plus de 450.000 habitants. Il remplace les conseillers régionaux et les conseillers généraux par nouvelle catégorie d'élus locaux : les conseillers territoriaux siégeant à la fois dans les départements et les régions.

Projet de Loi n° 61 : relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale

Ce texte définit les modalités d'élection des conseillers territoriaux. 80% d'entre eux seront élus selon un scrutin uninominal majoritaire à un tour (à l'échelon du canton), 20% de sièges restants seront attribués selon une répartition proportionnelle en fonction des suffrages obtenus par les candidats affiliés à des listes et non élus directement au scrutin majoritaire uninominal.

Projet de Loi organique n° 62 : relatif à l'élection des membres des conseils des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale

Le projet abaisse de 3.500 à 500 habitants le seuil de population des communes auxquelles s'appliquera le scrutin de liste aux élections municipales et prévoit d'indiquer sur les listes communales les délégués communautaires.

Projet de Loi n° 63 : organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux (adopté le 26 janvier 2010 par l'Assemblée nationale)

Ce texte organise le renouvellement des conseillers régionaux et des conseillers généraux en mars 2014. Il prévoit que les conseillers régionaux élus les 14 et 21 mars 2010 auront un mandat de quatre ans, alors que celui des conseillers généraux élus en mars 2011 sera de trois ans.

Pour plus d'informations :

- Consultez les dossiers législatifs du Sénat concernant les projets de loi n°60, 61, 62, 63 :

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl09-060.html>

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl09-061.html>

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl09-062.html>

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl09-063.html>

- Consultez le dossier législatif de l'Assemblée nationale concernant le projet de loi n°63 :

http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/conseils_generaux_regionaux.asp

- Consultez les rubriques du site « Vie publique », de la direction légale de l'information légale et administrative, concernant les projets de loi n° 60, 61, 62 et 63 :

<http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-reforme-collectivites-territoriales.html> °

3. Situation actuelle

Il est regrettable que l'étude d'impact incluse dans les projets de loi relatifs à l'élection des conseillers territoriaux, des membres des conseils des collectivités territoriales et des EPCI, ne délivre pas d'information sexuée, ni d'analyses, sur les conséquences directes qu'aurait la réforme territoriale sur la parité.

Les Délégations aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du C.E.S.E. ainsi que les associations de femmes élues n'ont pas été consultées dans le cadre de l'élaboration de ces projets de loi.

Mmes Marie-Jo Zimmermann, Michèle André et Françoise Vilain, Présidentes des Délégations aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du CESE, ont pourtant tenu à alerter le Gouvernement sur le risque d'inconstitutionnalité du projet de loi relatif à l'élection des conseillers territoriaux (voir communiqués de presse datés du 31/03/2009¹ et du 23/10/2009²).

Les rapports de l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, service du Premier ministre, montrent que dans le cadre des scrutins uninominaux, non soumis à des mesures paritaires contraignantes, les femmes sont toujours défavorisées par les formations politiques (tableau 1).

Tableau 1 : Part d'hommes par assemblée, selon le niveau de contrainte paritaire								
Mandat électoral ou fonction élective	Avant la réforme constitutionnelle de 1999				Dernières élections (*)			
	Date	Total	Hommes	% H	Date	Total	Hommes	% H
Elections et fonctions sans contrainte paritaire								
Présidence CR	1998	26	23	88,5	2004	26	25	96,2
Présidence d'E.P.C.I.	2001	2 001	1 893	94,6	2009	2 601	2 414	92,8
Présidence CG	2001	99	98	99	2004	99	94	94,9
Maire	1995	36 555	33 804	92,5	2008	36 568	31 522	86,2
Municipales	1995	497 208	389 232	78,3	2008	428 802**	290 927	67,8
Elections sous contrainte paritaire partielle								
Cantonales	2001	3 977	3 613	90,8	2008	4 003	3 510	87,7
Législatives	1997	577	514	89,1	2007	577	470	81,5
Sénatoriales	1998	321	304	94,4	2008	343	268	78,1
Vice-présidence CR	1998	265	225	84,9	2004	338	212	62,7
Elections sous contrainte paritaire								
Européennes	1999	87	52	59,8	2009	72	40	55,6
Régionales	1998	1 880	1 363	72,5	2004	1 880	985	52,4
Municipales	1995	497 208	389 232	78,3	2008	87 342***	42 001	51,9

(*) : Résultats au lendemain de chaque élection

(**) : Communes de moins de 3.500 habitants

(***) : Communes de 3.500 habitants et plus

E.P.C.I. : Etablissement publics de coopération intercommunale

CG : Conseil général

CR : Conseil régional

1 www.observatoire-parite.gouv.fr/espace_presse/communiqués/pdf/c_20090331.pdf

2 www.observatoire-parite.gouv.fr/espace_presse/communiqués/pdf/CP_PL_reformeterritoriale231009.pdf

3.1 Régions :

En 1998, seulement 27,5% de femmes siégeaient dans les conseils régionaux et une vice-présidence sur cinq était confiée à une femme. Depuis les élections de 2004, la loi du 11 avril 2003 a permis d'introduire une véritable parité dans les conseils régionaux : 47,6% des conseillers sont désormais des femmes (tableau 2) et 37,3%, soit plus d'un vice-président sur trois, est désormais une femme.

Huit régions ont respecté l'esprit de la loi en choisissant autant de femmes que d'hommes pour les postes de vice-présidence : Ile-de-France, Bretagne, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées, Picardie, ainsi que la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique. Onze régions présentent de 30 à 40% de femmes dans leurs exécutifs. A l'opposé, dans sept régions, plus de 70% des vice-présidents restent des hommes, voire même 75% dans les régions Basse-Normandie, Centre et Corse.

Tableau 2 : Part de femmes élues et membres des exécutifs dans les conseils régionaux en 2004						
REGIONS	Elus			Exécutifs		
	Total	Femmes	% de femmes	Total	Femmes	% de femmes
Ile de France	209	101	48,3	15	8	53,3
Bretagne	83	42	50,6	15	8	53,3
Poitou-Charentes	55	24	43,6	14	7	50,0
Martinique	41	21	44,2	12	6	50,0
Guadeloupe	41	20	44,2	12	6	50,0
Midi-Pyrénées	91	45	49,5	15	7	46,7
Picardie	57	28	49,1	15	7	46,7
Guyane	31	14	44,2	9	4	44,4
Nord-Pas-de-Calais	113	56	49,6	15	6	40,0
Rhône-Alpes	157	76	48,4	15	6	40,0
Champagne-Ardenne	49	23	46,9	10	4	40,0
Auvergne	47	22	46,8	13	5	38,5
Haute-Normandie	55	27	49,1	11	4	36,4
Alsace	47	23	48,9	14	5	35,7
Pays de la Loire	93	45	48,4	15	5	33,3
Limousin	43	20	46,5	12	4	33,3
Lorraine	73	34	46,6	15	5	33,3
Réunion	45	21	44,2	13	4	30,8
Franche-Comté	43	19	44,2	10	3	30,0
Languedoc-Roussillon	67	30	44,8	15	4	26,7
Provence-Alpes-Côte d'azur	123	60	48,8	15	4	26,7
Aquitaine	85	39	45,9	15	4	26,7
Bourgogne	57	26	45,6	15	4	26,7
Basse-Normandie	47	21	44,7	8	2	25,0
Centre	77	34	44,2	15	3	20,0
Corse	51	24	44,2	5	1	20,0
Total	1880	895	47,6	338	126	37,3

Source : <http://www.observatoire-parite.gouv.fr/travaux/doc02/regional.htm>

3.2. Départements :

Les lois dites sur la parité ne sont pas directement contraignantes dans le cadre du scrutin uninominal. La loi du 31 janvier 2007 n'intervient que de manière incitative en instaurant un « ticket mixte » où candidat-e et suppléant-e doivent représenter les deux sexes. Les élections de 2008 ont démontré que cette mesure n'avait aucun effet d'entraînement puisque les femmes candidates ont été déléguées aux postes de suppléantes dans 79,1% des cas. Ce petit nombre de femmes investies titulaires explique le faible pourcentage de femmes élues : 12,3% de femmes pour 87,7% d'hommes.

Cependant, les disparités géographiques sont marquées. La plupart des départements de la région parisienne se situent nettement au dessus de la moyenne alors que les départements de l'Alsace sont en dessous des 10% de femmes d'élues. En 2008, on ne trouve encore aucune femme dans 3 conseils généraux : l'Ariège, la Haute-Corse et le Tarn-et-Garonne, et moins de 5% de femmes dans 15 d'entre eux (tableau 3).

Lorsque l'effort de féminisation des assemblées élues est laissé à la seule discrétion des formations politiques et des notables locaux, on ne peut que déplorer les trop faibles progrès enregistrés. A ce rythme, il faudrait attendre plus de 70 ans pour arriver à des conseils généraux paritaires.

Tableau 3 : Part de femmes élues dans les CR (en 2004) et les CG (en 2008), selon le département

Code dépt.	Départements	CR 2004	F. CR	% F CR	CG 2008	F. CG	% F CG	Total CR et CG	Total F. CR et CG	% F. CR et CG
1	Ain	14	7	50,0	43	2	4,7	57	9	15,8
2	Aisne	16	8	50,0	42	3	7,1	58	11	19,0
3	Allier	12	6	50,0	35	5	14,3	47	11	23,4
4	Alpes-de-Haute-Provence	4	2	50,0	30	2	6,7	34	4	11,8
5	Hautes-Alpes	3	1	33,3	30	2	6,7	33	3	9,1
6	Alpes-Maritimes	26	13	50,0	52	4	7,7	78	17	21,8
7	Ardèche	9	4	44,4	33	1	3,0	42	5	11,9
8	Ardennes	11	5	45,5	37	4	10,8	48	9	18,8
9	Ariège	5	2	40,0	22	0	0,0	27	2	7,4
10	Aube	11	5	45,5	33	6	18,2	44	11	25
11	Aude	10	4	40,0	35	5	14,3	45	9	20
12	Aveyron	10	5	50,0	46	8	17,4	56	13	23,2
13	Bouches-du-Rhône	51	26	51,0	57	9	15,8	108	35	32,4
14	Calvados	22	11	50,0	49	6	12,2	71	17	23,9
15	Cantal	5	2	40,0	27	2	7,4	32	4	12,5
16	Charente	12	5	41,7	35	3	8,6	47	8	17,0
17	Charente-Maritime	18	8	44,4	51	4	7,8	69	12	17,4
18	Cher	11	4	36,4	35	1	2,9	46	5	10,9
19	Corrèze	15	7	46,7	37	4	10,8	52	11	21,2
2A	Corse du Sud***	51	24	47,1	22	1	4,5	103	25	24,3
2B	Haute-Corse***				30	0	0,0			
21	Côte-d'Or	18	9	50,0	43	5	11,6	61	14	23
22	Côtes-d'Armor	18	8	44,4	52	10	19,2	70	18	25,7
23	Creuse	7	3	42,9	27	1	3,7	34	4	11,8
24	Dordogne	13	5	38,5	50	4	8,0	63	9	14,3
25	Doubs	19	9	47,4	35	5	14,3	54	14	25,9
26	Drôme	14	7	50,0	36	6	16,7	50	13	26
27	Eure	16	8	50,0	43	6	14,0	59	14	23,7
28	Eure-et-Loir	12	5	41,7	29	2	6,9	41	7	17,1
29	Finistère	24	13	54,2	54	16	29,6	78	29	37,2
30	Gard	18	9	50,0	46	1	2,2	64	10	15,6
31	Haute-Garonne	37	18	48,6	53	9	17,0	90	27	30,0
32	Gers	5	2	40,0	31	1	3,2	36	3	8,3
33	Gironde	37	19	51,4	63	8	12,7	100	27	27
34	Hérault	26	13	50,0	49	2	4,1	75	15	20
35	Ille-et-Vilaine	23	12	52,2	53	10	18,9	76	22	28,9
36	Indre	9	4	44,4	26	1	3,8	35	5	14,3

Tableau 3 : Part de femmes élues dans les CR (en 2004) et les CG (en 2008), selon le département

Code dépt.	Départements	CR 2004	F. CR	% F CR	CG 2008	F. CG	% F CG	Total	Total F.	% F.
37	Indre-et-Loire	17	8	47,1	37	8	21,6	54	16	29,6
38	Isère	32	15	46,9	58	5	8,6	90	20	22,2
39	Jura	10	4	40,0	34	5	14,7	44	9	20,5
40	Landes	9	4	44,4	30	7	23,3	39	11	28,2
41	Loir-et-Cher	10	5	50,0	30	6	20,0	40	11	27,5
42	Loire	20	10	50,0	40	4	10,0	60	14	23,3
43	Haute-Loire	7	3	42,9	35	3	8,6	42	6	14,3
44	Loire-Atlantique	35	17	48,6	59	10	16,9	94	27	28,7
45	Loiret	18	8	44,4	41	3	7,3	59	11	18,6
46	Lot	6	4	66,7	31	3	9,7	37	7	18,9
47	Lot-et-Garonne	8	3	37,5	40	4	10,0	48	7	14,6
48	Lozère	2	0	0,0	25	2	8,0	27	2	7,4
49	Maine-et-Loire	19	10	52,6	41	4	9,8	60	14	23,3
50	Manche	16	7	43,8	52	4	7,7	68	11	16,2
51	Marne	20	9	45,0	44	5	11,4	64	14	21,9
52	Haute-Marne	7	4	57,1	32	3	9,4	39	7	17,9
53	Mayenne	7	3	42,9	32	4	12,5	39	7	17,9
54	Meurthe-et-Moselle	22	10	45,5	44	7	15,9	66	17	25,8
55	Meuse	6	2	33,3	31	2	6,5	37	4	10,8
56	Morbihan	18	9	50,0	42	5	11,9	60	14	23,3
57	Moselle	31	15	48,4	51	3	5,9	82	18	22
58	Nièvre	9	4	44,4	32	4	12,5	41	8	19,5
59	Nord	70	35	50,0	79	14	17,7	149	49	32,9
60	Oise	22	11	50,0	41	2	4,9	63	13	20,6
61	Orne	9	3	33,3	40	1	2,5	49	4	8,2
62	Pas-de-Calais	43	21	48,8	77	9	11,7	120	30	25
63	Puy-de-Dôme	23	11	47,8	61	12	19,7	84	23	27,4
64	Pyrénées-Atlantiques	18	8	44,4	52	8	15,4	70	16	22,9
65	Hautes-Pyrénées	7	3	42,9	34	7	20,6	41	10	24,4
66	Pyrénées-Orientales	11	4	36,4	31	3	9,7	42	7	16,7
67	Bas-Rhin	27	13	48,1	44	3	6,8	71	16	22,5
68	Haut-Rhin	20	10	50,0	31	1	3,2	51	11	21,6
69	Rhône	41	20	48,8	54	9	16,7	95	29	30,5
70	Haute-Saône	10	5	50,0	32	7	21,9	42	12	28,6
71	Saône-et-Loire	20	9	45,0	57	8	14,0	77	17	22,1
72	Sarthe	15	7	46,7	40	8	20,0	55	15	27,3
73	Savoie	10	4	40,0	37	7	18,9	47	11	23,4
74	Haute-Savoie	17	9	52,9	34	1	2,9	51	10	19,6
75	Paris**	41	21	51,2	163	78	47,9	204	99	48,5
76	Seine-Maritime	39	19	48,7	69	14	20,3	108	33	30,6
77	Seine-et-Marne	25	11	44,0	43	9	20,9	68	20	29,4
78	Yvelines	28	14	50,0	39	4	10,3	67	18	26,9
79	Deux -Sèvres	11	5	45,5	33	2	6,1	44	7	15,9
80	Somme	19	9	47,4	46	5	10,9	65	14	21,5
81	Tarn	14	8	57,1	46	3	6,5	60	11	18,3
82	Tarn-et-Garonne	7	3	42,9	30	0	0,0	37	3	8,1
83	Var	25	12	48,0	43	7	16,3	68	19	27,9
84	Vaucluse	14	6	42,9	24	2	8,3	38	8	21,1
85	Vendée	17	8	47,1	31	5	16,1	48	13	27,1
86	Vienne	14	6	42,9	38	2	5,3	52	8	15,4
87	Haute-Vienne	21	10	47,6	42	6	14,3	63	16	25,4
88	Vosges	14	7	50,0	31	1	3,2	45	8	17,8
89	Yonne	10	4	40,0	42	4	9,5	52	8	15,4
90	Territoire-de-Belfort	4	1	25,0	15	3	20,0	19	4	21,1

Tableau 3 : Part de femmes élues dans les CR (en 2004) et les CG (en 2008), selon le département										
Code dépt.	Départements	CR 2004	F. CR	% F CR	CG 2008	F. CG	% F CG	Total	Total F.	% F.
91	Essonne	24	11	45,8	42	9	21,4	66	20	30,3
92	Hauts-de-Seine	28	14	50,0	45	15	33,3	73	29	39,7
93	Seine-Saint-Denis	20	10	50,0	40	9	22,5	60	19	31,7
94	Val-de-Marne	22	10	45,5	49	10	20,4	71	20	28,2
95	Val-d'Oise	21	10	47,6	39	5	12,8	60	15	25
Total Métropole		1722	819	47,6	4026	553	13,7	5748	1372	23,9
971	Guadeloupe				40	5	12,5			
971 A	St Martin	41	20	48,8	2	0	0,0	84	5	6
971 B	St Barthélémy				1	0	0,0			
972	Martinique	41	21	51,2	45	6	13,3	86	27	31,4
973	Guyane	31	14	45,2	19	2	10,5	50	16	32
974	La Réunion	45	21	46,7	49	5	10,2	94	26	27,7
Total DOM		158	76	48,1	156	18	11,5	314	94	29,9
Total France		1 880	895	47,6	4 182	571	13,7	6 062	1 466	24,2

* Collectivité territoriale de la Corse depuis la loi du 13 mai 1991

** Conseil de Paris

3.3. Communes :

Les résultats des élections municipales de mars 2001 et 2008 marquent une évolution sans précédent, puisque le pourcentage global de femmes conseillères municipales, toutes communes confondues, est passé de 21,7% en 1995, à 33% en 2001, pour atteindre 35 % en 2008. Dans les communes de moins de 3 500 habitants qui constituent 92,3% des communes en France (tableau 4), on ne recense depuis mars que 32,2% de conseillères municipales.

Tableau 4 : Part d'élus soumis à la contrainte paritaire, en 2008									
Taille (en nombre d'habitants)	Total	% total	% sans et avec parité	Adjoints	% total	% sans et avec parité	Conseillers municipaux	% total	% sans et avec parité
<i>Elections sans contrainte paritaire</i>									
moins de 500	20 493	55,9%	92,3%	46775	39,3%	80,6%	218 378	42,3%	83,1%
de 500 à 3 499	13 360	36,4%		48 990	41,2%		210 424	40,8%	
<i>Elections avec contrainte paritaire</i>									
de 3 500 à 4 999	859	2,3%	7,7%	6 182	5,2%	19,4%	23 813	4,6%	16,9%
de 5 000 à 9 999	1 045	2,8%		7 514	6,3%		29 256	5,7%	
de 10 000 à 19 999	484	1,3%		4 243	3,6%		16 577	3,2%	
de 20 000 à 49 999	318	0,9%		3 396	2,9%		12 078	2,3%	
de 50 000 à 99 999	85	0,2%		1 102	0,9%		3 652	0,7%	
100 000 et plus	37	0,1%		672	0,6%		1 966	0,4%	
Total	36 681	100,0%	100,0%	118 874	100,0%	100,0%	516 144	100,0%	100,0%

L'effet d'entraînement favorable qui avait eu lieu entre 1995 et 2001 (passant de 21 à 30%) n'a visiblement plus cours en 2008 (tableau 5). Force est donc de constater que quand la loi n'est pas directement contraignante, les avancées de la parité restent limitées. On compte désormais moins d'une femme sur trois dans les conseils municipaux des communes de moins de 3 500 habitants (32,2%) alors que près d'une femme sur deux siège dans les communes de 3 500 habitants et plus (48,5%).

Tableau 5 : Part d'hommes et de femmes élus maires, adjoints et conseillers municipaux en 2008									
Taille (en nombre d'habitants)	Maires	% H	% F	Adjoints	% H	% F	Conseillers municipaux	% H	% F
moins de 500	20 493	84,0%	16,0%	46775	73,7%	26,3%	218 378	70,0%	30,0%
de 500 à 3 499	13 360	88,1%	11,9%	48 990	71,0%	29,0%	210 424	65,6%	34,4%
de 3 500 à 4 999	859	89,5%	10,5%	6 182	52,1%	47,9%	23 813	52,2%	47,8%
de 5 000 à 9 999	1 045	89,8%	10,2%	7 514	51,1%	48,9%	29 256	51,9%	48,1%
de 10 000 à 19 999	484	90,5%	9,5%	4 243	52,8%	47,2%	16 577	52,0%	48,0%
de 20 000 à 49 999	318	91,8%	8,2%	3 396	51,3%	48,7%	12 078	51,7%	48,3%
de 50 000 à 99 999	84	87,1%	12,9%	1 102	51,7%	48,3%	3 652	51,3%	48,7%
100 000 et plus	38	84,2%	15,8%	672	50,7%	49,3%	1 966	50,6%	49,4%
Total	36 681	86,0%	14,0%	118 874	68,3%	31,7%	516 144	65,2%	34,8%

La faible augmentation de la proportion de femmes élues maires, 14%, est en relation directe avec le faible pourcentage de femmes têtes de liste, 22,7%. Il est à souligner que le pourcentage de femmes élues maires dans les communes de moins de 3 500 habitants, soit 14,4%, reste plus important que celui des communes de 3 500 habitants et plus, où elles sont seulement 9,6%. Seules les villes de 100 000 habitants et plus, sous les feux des projecteurs médiatiques, présentent une progression symbolique importante puisque 6 villes sur 38 sont désormais dirigées par des femmes, contre 4 sur 36 en, 2001.

Au sein des conseils municipaux, la récente loi du 31 janvier 2007 a permis de donner l'opportunité à chacun et chacune de s'investir dans des compétences et domaines autres que ceux conventionnellement dévolus soit aux hommes soit aux femmes. Cette loi n'imposant pas une alternance stricte entre adjoints et adjointes, on note que plus d'un tiers des premiers adjoints sont des femmes (36,8%)³. Malgré les multiples obstacles qu'elles rencontrent dans l'organisation de leurs différents temps sociaux, cela constitue un signal fort de la légitimité désormais acquise des femmes dans les affaires municipales.

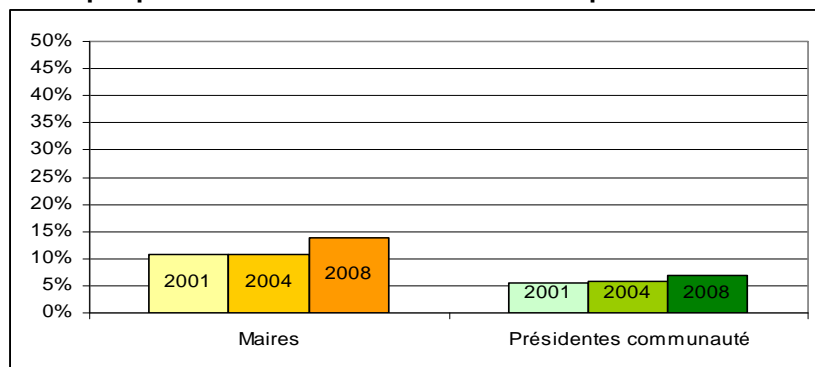
³ http://www.observatoire-parite.gouv.fr/espace_presse/dossiers_de_presse/OPFH_elections_032008.pdf

3.4. EPCI :

(Données issues des travaux de l'AdCF, assemblée des communautés de France, partiellement publiées dans leur mensuel « INTERCOMMunalités », été 2009, n°136).

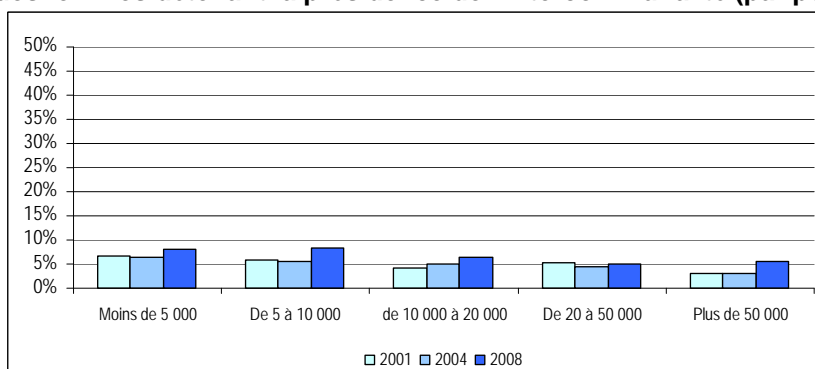
La parité dans l'intercommunalité reste en grande partie dépendante de celle des conseils municipaux dont sont issus les délégués communautaires et le président de la communauté. Toutefois, la récente – et modeste – progression des femmes assurant le mandat de maire n'a connu qu'une répercussion limitée sur les exécutifs intercommunaux. En effet, en 2008, 7% des présidences intercommunales sont attribuées à des femmes contre 5,8% en 2004 et 2001.

Graphique 1 : Part des femmes détenant le pouvoir exécutif



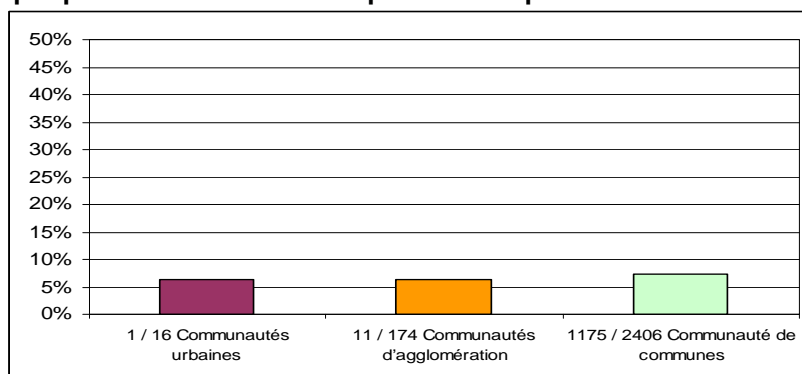
La féminisation de l'exécutif intercommunal reste fortement corrélée à la taille démographique des communautés. De fait, le taux varie de 8% pour les communautés les plus faiblement peuplées à un peu plus de 5% pour les communautés de plus de 50 000 habitants. C'est de fait la reproduction à l'échelle intercommunale de ce qui peut être constaté à l'échelle communale.

Graphique 2 : Part des femmes détenant la présidence de l'intercommunalité (par poids démographique)



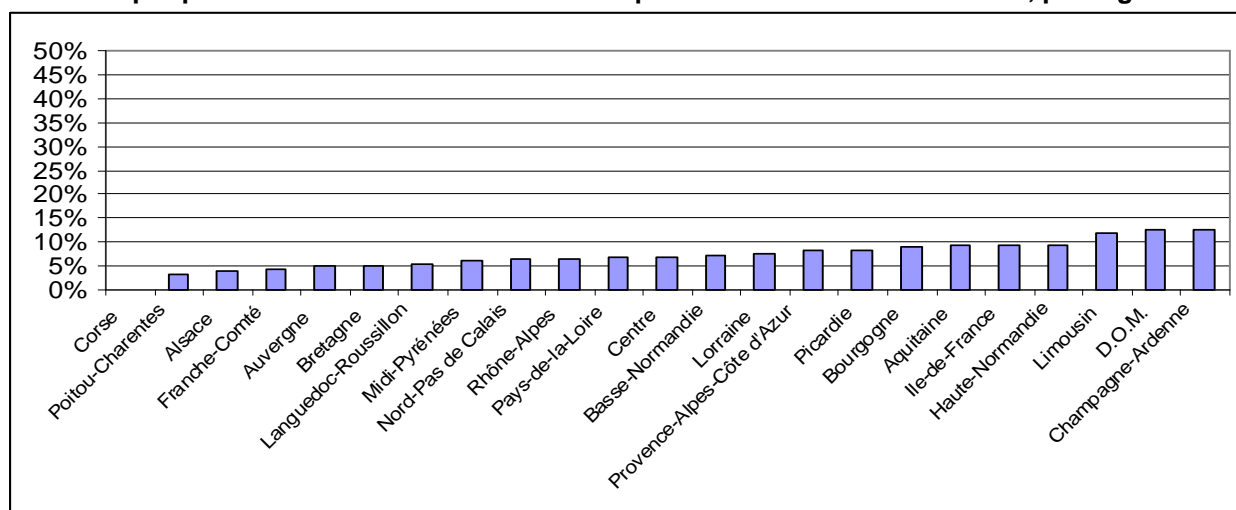
Les groupements à fiscalité propre présidés par des femmes représentent une population de 4.424.017 habitants (7,9% de la population en intercommunalité). En ne tenant compte que des communautés de communes (notamment sans la communauté urbaine de Lille), les femmes président des communautés qui regroupent en moyenne 9.100 habitants (alors que les hommes, en respectant ces mêmes critères, président des communautés de 11.600 habitants en moyenne).

Graphique 3 : Part des femmes présidentes par statut de communauté



Les disparités régionales restent importantes mais elles sont en grande partie liées à la taille des communautés. En effet, les régions qui regroupent un plus grand nombre de communautés de taille moyenne sont aussi celles qui sont les plus féminisées : Champagne-Ardenne, Limousin, Haute-Normandie. Néanmoins, quelques régions urbaines et dans lesquelles les communautés peuplées sont nombreuses présentent des scores honorables. C'est le cas par exemple de l'Île-de-France et dans une moindre mesure de PACA.

Graphique 4 : Part des femmes détenant la présidence d'une communauté, par région



4. Effets induits des projets de loi n°61 et 62 sur la parité

Attention :

L'ensemble des statistiques présentées dans ce document reposent sur une projection constante des résultats constatés lors des élections organisées depuis 2001. Elles restent dépendantes du volontarisme des partis politiques, concernant le choix d'investitures paritaires, là où la loi n'est pas directement contraignante.

4.1. Projet de loi n°61 relatif à l'élection des conseillers territoriaux :

Considérant le nombre actuel d'élus régionaux et départementaux (tableau 6), on constate que le scrutin de liste, proportionnel à deux tours, permet actuellement de désigner près d'un tiers des élus territoriaux (31,2% élus au scrutin de liste pour 68,8% d'élus au scrutin uninominal).

Le projet de loi n°61 « *relatif à l'élection des conseillers territoriaux* », prévoit l'élection non plus de 68,8 mais de 80% des conseillers territoriaux au scrutin uninominal majoritaire à un tour, dans le cadre de cantons, et de 20% de conseillers territoriaux sur des listes départementales.

Ce faisant, il entraîne une régression importante en matière de parité entre les femmes et les hommes pour trois raisons essentielles :

- d'abord, il diminue la proportion de candidats aux élections territoriales soumis à la contrainte paritaire ;
- ensuite, il cesse de garantir un égal accès entre les femmes et les hommes aux mandats régionaux ;
- enfin, compte tenu de la loi de janvier 2007 qui garantit la parité dans les exécutifs régionaux, il défavorise les hommes qui composent plus de 80% des assemblées régionales et départementales, n'auraient accès qu'à 50% des fonctions exécutives.

Tableau 6 : Proportion totale d'élus au scrutin de liste et au scrutin uninominal, avant et après 2014

	Scrutin de liste		Scrutin uninominal		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Avant 2014	1 880	31,2%	4 152	68,8%	6 032	100,0%
En 2014	676	20,0%	2 362	80,0%	3 038	100,0%

Le calcul de projection (tableau 7) prend en compte les proportions de femmes et d'hommes élus dans les conseils régionaux et généraux : respectivement 47,6% de femmes élues au scrutin de liste, en 2004 et seulement 12,3% élues au scrutin uninominal, en 2008.

Tableau 7 : Part de femmes et d'hommes élus en 2004 et 2008, selon le mode de scrutin

	Régionales 2004 (Scrutin de liste Avec contrainte paritaire)		Cantonales 2008 (Scrutin uninominal sans contrainte paritaire)		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Femmes	895	47,6%	571	12,3%	1 466	24,3%
Hommes	985	52,4%	3 581	87,7%	4 566	75,7%
Total	1880	100,0%	4 152	100,0%	6 032	100,0%
Ratio	<i>31,2% des élus</i>		<i>68,8% des élus</i>		<i>100,0% des élus</i>	

Sur cette base, nous pouvons anticiper un total de 19,3% de femmes pour 80,7% d'hommes parmi les conseillers territoriaux, en 2014 (tableau 8).

Tableau 8 : Projection de la part de femmes et d'hommes élus en 2014, selon le mode de scrutin

	Scrutin de liste		Scrutin uninominal		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Femmes	285	47,6%	294	12,3%	579	19,3%
Hommes	315	52,4%	2 106	87,7%	2 421	80,7%
Total	600	100,0%	2 400	100,0%	3 000	100,0%
Ratio	<i>20,0% des élus</i>		<i>80,0% des élus</i>		<i>100,0% des élus</i>	

Précisons que l'estimation de 47,6% de femmes élues grâce aux listes paritaires parmi les conseillers territoriaux repose sur une hypothèse extrêmement optimiste. En effet, le scrutin de liste à la proportionnelle approchée ne

garantit une véritable parité que si le nombre de sièges à pourvoir est important. Dans une situation équivalente, les résultats des élections sénatoriales dans les départements élisant 4 sénateurs et plus, en 2004 et 2008⁴, témoignent que la composition paritaire des listes ne conduit pas systématiquement à une parité des élus. Lorsque le nombre de sièges obtenu par chaque liste varie de 1 à 4, il est impair dans 70% des cas. Sans volontarisme des partis politiques, le nombre majoritaire d'hommes têtes de listes a conduit mécaniquement à l'élection de 34,9% de femmes au scrutin de liste à la proportionnelle en 2004 (soit 29 sur 83) et à 27,5% en 2008 (soit 11 sur 40).

Rappelons que la rédaction de l'article 1^{er} de la Constitution a conduit le Conseil constitutionnel à considérer, en 2000, « que le constituant a entendu permettre au législateur d'instaurer tout dispositif tendant à rendre effectif l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ; qu'à cette fin, il est désormais loisible au législateur d'adopter des dispositions revêtant soit un caractère incitatif, soit un caractère contraignant »⁵.

Il s'ensuit que l'ensemble des données statistiques objectives, recueillies depuis lors, démontre que le choix du scrutin uninominal pour désigner 80% des conseillers territoriaux ne sera pas une mesure sans conséquence quant à la parité. Alors que le nombre global de 3.000 nouveaux élus en remplacement des 6.000 sortants est annoncé, on observe que cette diminution de moitié des effectifs aura des effets induits par les modes de scrutin différents sur les femmes et sur les hommes : 58% de femmes en moins pour 45,8% d'hommes. C'est bien en ce sens que cette mesure pourrait être en violation d'un principe de valeur constitutionnelle.

Tableau 9 : Projection de la réduction du nombre de femmes et d'hommes élus, après 2014				
	Nombre de sièges		Nombre de sièges en moins	Réduction en %
	avant 2014	en 2014		
Femmes	1 381	579	802	58,0%
Hommes	4 462	2 421	2 041	45,8%
Total	5 843	3 000	2 843	48,7%

Méthode de calcul des tableaux 10 et 11 :

Les opérations présentées reposent sur une projection constante des résultats constatés lors des élections régionales de 2004 et cantonales de 2004 et 2008. Elles restent dépendantes tant de l'évolution des projets de loi concernés, que d'un engagement réel des partis politiques, conforme à l'article 4 modifié par la réforme constitutionnelle de 1999, là où la loi ne serait pas directement contraignante.

Des informations transmises par le secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux collectivités territoriales, en réponse au Parlement, nous permettent d'établir la projection suivante :

- Sachant qu'il y aurait 3.000 conseillers territoriaux dans 94 départements concernés par la réforme (une disposition spéciale est prévue pour Paris. La Corse et les DOM ne sont pas concernés).
- Sachant que 80% des conseillers territoriaux seraient élus au scrutin uninominal dans des cantons, soit environ 2.400 cantons;
- Sachant que 20% des conseillers territoriaux seraient élus sur des listes départementales, soit environ 600 élus sur 94 listes;
- Sachant que les départements les moins peuplés, soit moins de 150.000 habitants, comprendraient au minimum 15 élus⁶, soit : 12 élus dans les cantons et 3 élus sur une liste départementale ;

Il est possible d'estimer le quotient de calcul à 15 conseillers territoriaux dans les départements de moins de 150.000 habitants (signalés en gras) et 15 + 1 par tranche de 30.000 habitants, dans les départements de plus de 150.000 habitants.

Attention : La nouvelle carte cantonale et le calcul du quotient national « population/nombre d'élus » n'est programmés qu'en 2013. Cette projection des effets induits des modes de scrutin sur la parité devra donc être actualisée en 2012 pour prendre en compte l'évolution de la population par département.

4 www.observatoire-parite.gouv.fr/espace_presse/communiqués/pdf/OPFH_NS_Senatoriales2008.pdf

5 Décision n° 2000-429 DC du 30 mai 2000

6 Dépêche AFP du 05/11/2009

Tableau 10 : Elu-es avant 2014 et projection en 2014, par département

Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 ⁽¹⁾	Projections ⁽²⁾ du nombre de CT élus en 2014						
		Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. ⁽³⁾	Elus dans cantons	dont F. ⁽⁴⁾	Total CT	dont F.	% F.
1	Ain	14	7	50,0	43	2	4,7	57	9	15,8	591 151	6	2	24	1	30	3	6,7
2	Aisne	16	8	50,0	42	3	7,1	58	11	19,0	552 844	6	2	22	1	28	3	10,6
3	Allier	12	6	50,0	35	5	14,3	47	11	23,4	353 845	4	2	18	2	22	4	18,4
4	Alpes-de-Haute-Provence	4	2	50,0	30	2	6,7	34	4	11,8	161 054	3	1	12	0	15	1	6,5
5	Hautes-Alpes	3	1	33,3	30	2	6,7	33	3	9,1	137 528	3	1	12	0	15	1	6,7
6	Alpes-Maritimes	26	13	50,0	52	4	7,7	78	17	21,8	1 097 046	9	4	38	2	47	6	12,9
7	Ardèche	9	4	44,4	33	1	3,0	42	5	11,9	319 305	4	1	17	0	21	1	4,8
8	Ardennes	11	5	45,5	37	4	10,8	48	9	18,8	293 513	4	1	16	1	20	2	10,1
9	Ariège	5	2	40,0	22	0	0,0	27	2	7,4	153 867	3	1	12	0	15	1	6,6
10	Aube	11	5	45,5	33	6	18,2	44	11	25,0	309 396	4	1	16	2	20	3	14,8
11	Aude	10	4	40,0	35	5	14,3	45	9	20,0	354 751	4	1	18	2	22	3	13,7
12	Aveyron	10	5	50,0	46	8	17,4	56	13	23,2	286 186	4	1	16	2	20	3	15,4
13	Bouches-du-Rhône	51	26	51,0	57	9	15,8	108	35	32,4	1 985 193	15	7	61	9	76	16	21,0
14	Calvados	22	11	50,0	49	6	12,2	71	17	23,9	689 551	7	3	26	3	33	6	18,2
15	Cantal	5	2	40,0	27	2	7,4	32	4	12,5	155 211	3	1	12	0	15	1	6,6
16	Charente	12	5	41,7	35	3	8,6	47	8	17,0	362 528	4	1	18	1	22	2	9,1
17	Charente-Maritime	18	8	44,4	51	4	7,8	69	12	17,4	623 201	6	2	25	1	31	3	9,7
18	Cher	11	4	36,4	35	1	2,9	46	5	10,9	323 326	4	1	17	0	21	1	4,8
19	Corrèze	15	7	46,7	37	4	10,8	52	11	21,2	250 589	4	1	14	1	18	2	10,9
21	Côte-d'Or	18	9	50,0	43	5	11,6	61	14	23,0	532 948	6	2	22	2	28	4	14,4
22	Côtes-d'Armor	18	8	44,4	52	10	19,2	70	18	25,7	597 021	6	2	24	4	30	6	20,1
23	Creuse	7	3	42,9	27	1	3,7	34	4	11,8	128 923	3	1	12	0	15	1	6,7
24	Dordogne	13	5	38,5	50	4	8,0	63	9	14,3	419 494	5	1	19	1	24	2	8,3
25	Doubs	19	9	47,4	35	5	14,3	54	14	25,9	535 293	6	2	22	3	28	5	18,0
26	Drôme	14	7	50,0	36	6	16,7	50	13	26,0	487 881	5	2	21	3	26	5	19,0
27	Eure	16	8	50,0	43	6	14,0	59,0	14	23,7	587 845	6	2	24	3	30	5	16,9
28	Eure-et-Loir	12	5	41,7	29	2	6,9	41	7	17,1	433 953	5	2	19	1	24	3	12,3
29	Finistère	24	13	54,2	54	16	29,6	78	29	37,2	916 543	8	4	33	9	41	13	32,1
30	Gard	18	9	50,0	46	1	2,2	64	10	15,6	705 280	7	3	27	0	34	3	9,0
31	Haute-Garonne	37	18	48,6	53	9	17,0	90	27	30,0	1 224 799	10	4	41	6	51	10	19,7
32	Gers	5	2	40,0	31	1	3,2	36	3	8,3	190 776	3	1	13	0	16	1	6,1
33	Gironde	37	19	51,4	63	8	12,7	100	27	27,0	1 437 863	12	5	46	5	58	10	17,3

Tableau 10 : Elu-es avant 2014 et projection en 2014, par département

Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 ⁽¹⁾	Projections ⁽²⁾ du nombre de CT élus en 2014						
		Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. ⁽³⁾	Elus dans cantons	dont F. ⁽⁴⁾	Total CT	dont F.	% F.
34	Hérault	26	13	50,0	49	2	4,1	75	15	20,0	1 029 197	9	4	35	1	44	5	11,3
35	Ille-et-Vilaine	23	12	52,2	53	10	18,9	76	22	28,9	980 668	9	4	34	6	43	10	23,4
36	Indre	9	4	44,4	26	1	3,8	35	5	14,3	240 357	4	1	14	0	18	1	5,6
37	Indre-et-Loire	17	8	47,1	37	8	21,6	54	16	29,6	597 724	6	2	24	5	30	7	23,4
38	Isère	32	15	46,9	58	5	8,6	90	20	22,2	1 204 924	10	4	40	3	50	7	14,0
39	Jura	10	4	40,0	34	5	14,7	44	9	20,5	269 401	4	1	15	2	19	3	15,8
40	Landes	9	4	44,4	30	7	23,3	39	11	28,2	380 538	5	2	18	4	23	6	26,4
41	Loir-et-Cher	10	5	50,0	30	6	20,0	40	11	27,5	337 021	4	2	17	3	21	5	23,5
42	Loire	20	10	50,0	40	4	10,0	60	14	23,3	758 529	7	3	28	2	35	5	14,2
43	Haute-Loire	7	3	42,9	35	3	8,6	42	6	14,3	228 632	4	1	14	1	18	2	11,4
44	Loire-Atlantique	35	17	48,6	59	10	16,9	94	27	28,7	1 281 031	11	5	42	7	53	12	22,8
45	Loiret	18	8	44,4	41	3	7,3	59	11	18,6	665 670	6	2	26	1	32	3	9,3
46	Lot	6	4	66,7	31	3	9,7	37	7	18,9	177 672	3	2	13	1	16	3	18,8
47	Lot-et-Garonne	8	3	37,5	40	4	10,0	48	7	14,6	335 658	4	1	17	1	21	2	9,4
48	Lozère	2	0	0,0	25	2	8,0	27	2	7,4	80 995	3	0	12	0	15	0	0,0
49	Maine-et-Loire	19	10	52,6	41	4	9,8	60	14	23,3	794 497	7	3	29	2	36	5	13,7
50	Manche	16	7	43,8	52	4	7,7	68	11	16,2	513 422	5	2	22	1	27	3	11,1
51	Marne	20	9	45,0	44	5	11,4	64	14	21,9	580 762	6	2	23	2	29	4	13,6
52	Haute-Marne	7	4	57,1	32	3	9,4	39	7	17,9	194 326	3	1	13	1	16	2	12,1
53	Mayenne	7	3	42,9	32	4	12,5	39	7	17,9	310 698	4	1	16	2	20	3	14,7
54	Meurthe-et-Moselle	22	10	45,5	44	7	15,9	66	17	25,8	739 839	7	3	28	4	35	7	20,2
55	Meuse	6	2	33,3	31	2	6,5	37	4	10,8	200 290	3	1	14	0	17	1	6,0
56	Morbihan	18	9	50,0	42	5	11,9	60	14	23,3	725 366	7	3	27	3	34	6	17,6
57	Moselle	31	15	48,4	51	3	5,9	82	18	22,0	1 060 339	9	3	36	3	45	6	13,2
58	Nièvre	9	4	44,4	32	4	12,5	41	8	19,5	228 969	4	1	14	1	18	2	11,3
59	Nord	70	35	50,0	79	14	17,7	149	49	32,9	2 606 462	19	9	78	13	97	22	22,7
60	Oise	22	11	50,0	41	2	4,9	63	13	20,6	816 142	7	3	30	1	37	4	10,8
61	Orne	9	3	33,3	40	1	2,5	49	4	8,2	302 554	4	1	16	0	20	1	5,0
62	Pas-de-Calais	43	21	48,8	77	9	11,7	120	30	25,0	1 484 667	12	5	47	5	59	10	16,8
63	Puy-de-Dôme	23	11	47,8	61	12	19,7	84	23	27,4	643 941	6	3	25	4	31	7	22,2
64	Pyrénées-Atlantiques	18	8	44,4	52	8	15,4	70	16	22,9	664 147	6	2	26	3	32	5	15,6
65	Hautes-Pyrénées	7	3	42,9	34	7	20,6	41	10	24,4	237 127	4	1	14	2	18	3	16,8

Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 ⁽¹⁾	Projections ⁽²⁾ du nombre de CT élus en 2014						
		Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. ⁽³⁾	Elus dans cantons	dont F. ⁽⁴⁾	Total CT	dont F.	% F.
66	Pyrénées-Orientales	11	4	36,4	31	3	9,7	42	7	16,7	445 877	5	1	20	1	25	2	8,0
67	Bas-Rhin	27	13	48,1	44	3	6,8	71	16	22,5	1 102 584	9	4	38	2	47	6	12,8
68	Haut-Rhin	20	10	50,0	31	1	3,2	51	11	21,6	756 974	7	3	28	0	35	3	8,5
69	Rhône	41	20	48,8	54	9	16,7	95	29	30,5	1 707 084	13	6	54	8	67	14	20,9
70	Haute-Saône	10	5	50,0	32	7	21,9	42	12	28,6	244 674	4	1	14	3	18	4	22,0
71	Saône-et-Loire	20	9	45,0	57	8	14,0	77	17	22,1	571 193	6	2	23	3	29	5	17,2
72	Sarthe	15	7	46,7	40	8	20,0	55	15	27,3	572 034	6	2	23	4	29	6	20,6
73	Savoie	10	4	40,0	37	7	18,9	47	11	23,4	418 765	5	1	19	3	24	4	16,7
74	Haute-Savoie	17	9	52,9	34	1	2,9	51	10	19,6	728 201	7	3	27	0	34	3	8,8
75	Paris (5)	41	21	51,2	163	78	47,9	204	99	48,5	2 215 197	83	43			84	43	51,2
76	Seine-Maritime	39	19	48,7	69	14	20,3	108	33	30,6	1 269 843	10	5	42	8	52	13	24,8
77	Seine-et-Marne	25	11	44,0	43	9	20,9	68	20	29,4	1 310 646	11	4	43	8	54	12	22,4
78	Yvelines	28	14	50,0	39	4	10,3	67	18	26,9	1 429 610	12	5	46	4	58	9	15,6
79	Deux -Sèvres	11	5	45,5	33	2	6,1	44	7	15,9	374 690	4	2	18	1	22	3	13,3
80	Somme	19	9	47,4	46	5	10,9	65	14	21,5	578 978	6	2	23	2	29	4	13,7
81	Tarn	14	8	57,1	46	3	6,5	60	11	18,3	381 483	5	2	18	1	23	3	13,2
82	Tarn-et-Garonne	7	3	42,9	30	0	0,0	37	3	8,1	238 213	4	1	14	0	18	1	5,6
83	Var	25	12	48,0	43	7	16,3	68	19	27,9	1 013 458	9	4	35	5	44	9	20,6
84	Vaucluse	14	6	42,9	24	2	8,3	38	8	21,1	550 568	6	2	22	1	28	3	10,6
85	Vendée	17	8	47,1	31	5	16,1	48	13	27,1	626 588	6	2	25	3	31	5	16,2
86	Vienne	14	6	42,9	38	2	5,3	52	8	15,4	433 523	5	2	19	1	24	3	12,3
87	Haute-Vienne	21	10	47,6	42	6	14,3	63	16	25,4	379 902	5	2	18	2	23	4	17,6
88	Vosges	14	7	50,0	31	1	3,2	45	8	17,8	394 100	5	2	18	0	23	2	8,6
89	Yonne	10	4	40,0	42	4	9,5	52	8	15,4	352 585	4	1	18	1	22	2	9,2
90	Territoire-de-Belfort	4	1	25,0	15	3	20,0	19	4	21,1	145 876	3	0	12	2	15	2	13,3
91	Essonne	24	11	45,8	42	9	21,4	66	20	30,3	1 217 716	10	4	41	8	51	12	23,7
92	Hauts-de-Seine	28	14	50,0	45	15	33,3	73	29	39,7	1 561 261	12	6	50	16	62	22	35,5
93	Seine-Saint-Denis	20	10	50,0	40	9	22,5	60	19	31,7	1 513 963	12	6	48	10	60	16	26,5
94	Val-de-Marne	22	10	45,5	49	10	20,4	71	20	28,2	1 315 279	11	4	43	8	54	12	22,3
95	Val-d'Oise	21	10	47,6	39	5	12,8	60	15	25,0	1 176 466	10	4	39	5	49	9	18,3
Total Métropole sans Corse		1671	795	47,6	3 974	552	13,9	5 645	1 347	23,9	62 897 600	676	268	2 362	259	3038	527	17,3

Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
		Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons	dont F. (4)	Total CT	dont F.	% F.
2A	Corse du Sud (6)	51	24	47,1	22	1	4,5	103	25	24,3	141 927	N.C.						
2B	Haute-Corse (6)				30	0	0,0				162 573							
971	Guadeloupe (7)	41	20	48,8	40	5	12,5	81	25	30,9	407 205							
972	Martinique	41	21	51,2	45	6	13,3	86	27	31,4	403 688							
973	Guyane	31	14	45,2	19	2	10,5	50	16	32,0	215 036							
974	La Réunion	45	21	46,7	49	5	10,2	94	26	27,7	802 993							
DOM		158	76	48,1	153	18	11,8	311	94	30,2	1 828 922							
Total		1 921	916	47,7	4 312	649	15,1	6 263	1 565	25,0	65 031 022							

Légende :

(1) Insee, Recensement de la population 2007. Populations légales des départements en vigueur au 1er janvier 2010

(2) Quotient de calcul : 15 conseillers territoriaux dans les départements de moins de 150.000 habitants (signalés en gras) et 15 + 1 par tranche de 30.000 habitants, dans les départements de plus de 150.000 habitants.

(3) Calcul selon le % de femmes élues sur la liste départementale lors des élections régionales de 2004, arrondi à l'entier inférieur.

(4) Calcul selon le % de femmes élues dans les cantons du département après 2004, arrondi à l'entier inférieur.

(5) Le projet de Loi n°61 prévoit que les membres du Conseil de Paris, à la fois conseillers généraux et conseillers municipaux (Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982), devenus conseillers territoriaux en 2014, ne siègent plus qu'à la région Ile-de-France, où ils seront élus au scrutin de liste à un tour, avec application de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

(6) Collectivité territoriale de la Corse depuis la loi du 13 mai 1991

(7) Le département de la Guadeloupe ne comprend plus les communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, devenues des collectivités d'outre-mer en 2007.

N.C. : Départements non concernés

DOM : Départements d'outre-mer

Tableau 11 : Elu-es avant 2014 et projection en 2014, par région et département

Régions	Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
			Total CR 2004			Total CG 2008			Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons		Total CT	dont F.	% F.
			Total CR 2004	dont F.	% F.	Total CG 2008	dont F.	% F.							dont F. (4)				
ALSACE	67	Bas-Rhin	27	13	48,1	44	3	6,8	71	16	22,5	1 102 584	9	4	38	2	47	6	12,8
	68	Haut-Rhin	20	10	50,0	31	1	3,2	51	11	21,6	756 974	7	3	28	0	35	3	8,6
	<i>Total</i>		47	23	48,9	75	4	5,3	122	27	22,1	1 859 558	16	7	66	2	82	9	11,0
AQUITAINE	24	Dordogne	13	5	38,5	50	4	8,0	63	9	14,3	419 494	5	1	19	1	24	2	8,3
	33	Gironde	37	19	51,4	63	8	12,7	100	27	27,0	1 437 863	12	5	46	5	58	10	17,2
	40	Landes	9	4	44,4	30	7	23,3	39	11	28,2	380 538	5	2	18	4	23	6	26,1
	47	Lot-et-Garonne	8	3	37,5	40	4	10,0	48	7	14,6	335 658	4	1	17	1	21	2	9,5
	64	Pyrénées-Atlantiques	18	8	44,4	52	8	15,4	70	16	22,9	664 147	6	2	26	3	32	5	15,6
<i>Total</i>		85	39	45,9	235	31	13,2	320	70	21,9	3 237 700	32	11	126	14	158	25	15,8	
AUVERGNE	3	Allier	12	6	50,0	35	5	14,3	47	11	23,4	353 845	4	2	18	2	22	4	18,2
	15	Cantal	5	2	40,0	27	2	7,4	32	4	12,5	155 211	3	1	12	0	15	1	6,7
	43	Haute-Loire	7	3	42,9	35	3	8,6	42	6	14,3	228 632	4	1	14	1	18	2	11,1
	63	Puy-de-Dôme	23	11	47,8	61	12	19,7	84	23	27,4	643 941	6	3	25	4	31	7	22,6
<i>Total</i>		47	22	46,8	158	22	13,9	205	44	21,5	1 381 629	17	7	69	7	86	14	16,3	
BASSE NORMANDIE	14	Calvados	22	11	50,0	49	6	12,2	71	17	23,9	689 551	7	3	26	3	33	6	18,2
	50	Manche	16	7	43,8	52	4	7,7	68	11	16,2	513 422	5	2	22	1	27	3	11,1
	61	Orne	9	3	33,3	40	1	2,5	49	4	8,2	302 554	4	1	16	0	20	1	5,0
<i>Total</i>		47	21	44,7	141	11	7,8	188	32	21,5	1 505 527	16	6	64	4	80	10	12,5	
BOURGOGNE	21	Côte-d'Or	18	9	50,0	43	5	11,6	61	14	23,0	532 948	6	2	22	2	28	4	14,3
	58	Nièvre	9	4	44,4	32	4	12,5	41	8	19,5	228 969	4	1	14	1	18	2	11,1
	71	Saône-et-Loire	20	9	45,0	57	8	14,0	77	17	22,1	571 193	6	2	23	3	29	5	17,2
	89	Yonne	10	4	40,0	42	4	9,5	52	8	15,4	352 585	4	1	18	1	22	2	9,1
<i>Total</i>		57	26	45,6	174	21	12,1	231	47	21,5	1 685 695	20	6	77	7	97	13	13,4	

Régions	Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
			Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons	dont F. (4)	Total CT	dont F.	% F.
BRETAGNE	22	Côtes-d'Armor	18	8	44,4	52	10	19,2	70	18	25,7	597 021	6	2	24	4	30	6	20,0
	29	Finistère	24	13	54,2	54	16	29,6	78	29	37,2	916 543	8	4	33	9	41	13	31,7
	35	Ille-et-Vilaine	23	12	52,2	53	10	18,9	76	22	28,9	980 668	9	4	34	6	43	10	23,3
	56	Morbihan	18	9	50,0	42	5	11,9	60	14	23,3	725 366	7	3	27	3	34	6	17,6
	<i>Total</i>			83	42	50,6	201	41	20,4	284	83	29,2	3 219 598	30	13	118	22	148	35
CENTRE	18	Cher	11	4	36,4	35	1	2,9	46	5	10,9	323 326	4	1	17	0	21	1	4,8
	28	Eure-et-Loir	12	5	41,7	29	2	6,9	41	7	17,1	433 953	5	2	19	1	24	3	12,5
	36	Indre	9	4	44,4	26	1	3,8	35	5	14,3	240 357	4	1	14	0	18	1	5,6
	37	Indre-et-Loire	17	8	47,1	37	8	21,6	54	16	29,6	597 724	6	2	24	5	30	7	23,3
	41	Loir-et-Cher	10	5	50,0	30	6	20,0	40	11	27,5	337 021	4	2	17	3	21	5	23,8
	45	Loiret	18	8	44,4	41	3	7,3	59	11	18,6	665 670	6	2	26	1	32	3	9,4
<i>Total</i>			77	34	44,2	198	21	10,6	275	55	20,0	2 598 051	29	10	117	10	146	20	13,7
CHAMPAGNE- ARDENNE	8	Ardennes	11	5	45,5	37	4	10,8	48	9	18,8	293 513	4	1	16	1	20	2	10,1
	10	Aube	11	5	45,5	33	6	18,2	44	11	25,0	309 396	4	1	16	2	20	3	14,8
	51	Marne	20	9	45,0	44	5	11,4	64	14	21,9	580 762	6	2	23	2	29	4	13,6
	52	Haute-Marne	7	4	57,1	32	3	9,4	39	7	17,9	194 326	3	1	13	1	16	2	12,1
<i>Total</i>			49	23	46,9	146	18	12,3	195	41	21,0	1 377 997	17	5	68	6	85	11	12,9
FRANCHE- COMTE	25	Doubs	19	9	47,4	35	5	14,3	54	14	25,9	535 293	6	2	22	3	28	5	18,0
	39	Jura	10	4	40,0	34	5	14,7	44	9	20,5	269 401	4	1	15	2	19	3	15,8
	70	Haute-Saône	10	5	50,0	32	7	21,9	42	12	28,6	244 674	4	1	14	3	18	4	22,0
	90	Territoire-de-Belfort	4	1	25,0	15	3	20,0	19	4	21,1	145 876	3	0	12	2	15	2	13,3
<i>Total</i>			43	19	44,2	116	20	17,2	159	39	24,5	1 195 244	17	4	63	10	80	14	17,5
HAUTE NORMANDIE	27	Eure	16	8	50,0	43	6	14,0	59,0	14	23,7	587 845	6	2	24	3	30	5	16,9
	76	Seine-Maritime	39	19	48,7	69	14	20,3	108	33	30,6	1 269 843	10	5	42	8	52	13	24,8
	<i>Total</i>			55	27	49,1	112	20	17,9	167	47	28,1	1 857 688	16	7	66	11	82	18

Régions	Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
			Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons	dont F. (4)	Total CT	dont F.	% F.
ILE DE FRANCE	75	Paris (5)	41	21	51,2	163	78	47,9	204	99	48,5	2 215 197	83	43	N.C.	84	43	51,2	
	77	Seine-et-Marne	25	11	44,0	43	9	20,9	68	20	29,4	1 310 646	11	4	43	8	54	12	22,4
	78	Yvelines	28	14	50,0	39	4	10,3	67	18	26,9	1 429 610	12	5	46	4	58	9	15,6
	91	Essonne	24	11	45,8	42	9	21,4	66	20	30,3	1 217 716	10	4	41	8	51	12	23,7
	92	Hauts-de-Seine	28	14	50,0	45	15	33,3	73	29	39,7	1 561 261	12	6	50	16	62	22	35,5
	93	Seine-Saint-Denis	20	10	50,0	40	9	22,5	60	19	31,7	1 513 963	12	6	48	10	60	16	26,5
	94	Val-de-Marne	22	10	45,5	49	10	20,4	71	20	28,2	1 315 279	11	4	43	8	54	12	22,3
	95	Val-d'Oise	21	10	47,6	39	5	12,8	60	15	25,0	1 176 466	10	4	39	5	49	9	18,3
		<i>Total</i>		209	101	48,3	460	139	30,2	669	240	35,9	11 740 138	161	76	310	59	471	135
LANGUEDOC-ROUSSILLON	11	Aude	10	4	40,0	35	5	14,3	45	9	20,0	354 751	4	1	18	2	22	3	13,7
	30	Gard	18	9	50,0	46	1	2,2	64	10	15,6	705 280	7	3	27	0	34	3	9,0
	34	Hérault	26	13	50,0	49	2	4,1	75	15	20,0	1 029 197	9	4	35	1	44	5	11,3
	48	Lozère	2	0	0,0	25	2	8,0	27	2	7,4	80 995	3	0	12	0	15	0	0,0
	66	Pyrénées-Orientales	11	4	36,4	31	3	9,7	42	7	16,7	445 877	5	1	20	1	25	2	8,0
	<i>Total</i>		67	30	44,8	186	13	7,0	253	43	17,0	2 616 100	28	9	112	4	140	13	9,3
LIMOUSIN	19	Corrèze	15	7	46,7	37	4	10,8	52	11	21,2	250 589	4	1	14	1	18	2	10,9
	23	Creuse	7	3	42,9	27	1	3,7	34	4	11,8	128 923	3	1	12	0	15	1	6,7
	87	Haute-Vienne	21	10	47,6	42	6	14,3	63	16	25,4	379 902	5	2	18	2	23	4	17,6
	<i>Total</i>		43	20	46,5	106	11	10,4	149	31	21,5	759 414	12	4	44	3	56	7	19,4
LORRAINE	54	Meurthe-et-Moselle	22	10	45,5	44	7	15,9	66	17	25,8	739 839	7	3	28	4	35	7	20,2
	55	Meuse	6	2	33,3	31	2	6,5	37	4	10,8	200 290	3	1	14	0	17	1	6,0
	57	Moselle	31	15	48,4	51	3	5,9	82	18	22,0	1 060 339	9	3	36	3	45	6	13,2
	88	Vosges	14	7	50,0	31	1	3,2	45	8	17,8	394 100	5	2	18	0	23	2	8,6
	<i>Total</i>		73	34	46,6	157	13	8,3	230	47	21,5	2 394 568	24	9	96	7	120	16	13,3

Régions	Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
			Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons	dont F. (4)	Total CT	dont F.	% F.
MIDI-PYRENEES	9	Ariège	5	2	40,0	22	0	0,0	27	2	7,4	153 867	3	1	12	0	15	1	6,6
	12	Aveyron	10	5	50,0	46	8	17,4	56	13	23,2	286 186	4	1	16	2	20	3	15,4
	31	Haute-Garonne	37	18	48,6	53	9	17,0	90	27	30,0	1 224 799	10	4	41	6	51	10	19,7
	32	Gers	5	2	40,0	31	1	3,2	36	3	8,3	190 776	3	1	13	0	16	1	6,1
	46	Lot	6	4	66,7	31	3	9,7	37	7	18,9	177 672	3	2	13	1	16	3	18,8
	65	Hautes-Pyrénées	7	3	42,9	34	7	20,6	41	10	24,4	237 127	4	1	14	2	18	3	16,8
	81	Tarn	14	8	57,1	46	3	6,5	60	11	18,3	381 483	5	2	18	1	23	3	13,2
	82	Tarn-et-Garonne	7	3	42,9	30	0	0,0	37	3	8,1	238 213	4	1	14	0	18	1	5,6
	<i>Total</i>		91	45	49,5	293	31	10,6	384	76	19,8	2 890 123	36	13	141	12	177	25	14,1
NORD-PAS DE CALAIS	59	Nord	70	35	50,0	79	14	17,7	149	49	32,9	2 606 462	19	9	78	13	97	22	22,7
	62	Pas-de-Calais	43	21	48,8	77	9	11,7	120	30	25,0	1 484 667	12	5	47	5	59	10	16,8
		<i>Total</i>	113	56	49,6	156	23	14,7	269	79	29,4	4 091 129	31	14	125	18	156	32	20,5
PAYS DE LOIRE	44	Loire-Atlantique	35	17	48,6	59	10	16,9	94	27	28,7	1 281 031	11	5	42	7	53	12	22,8
	49	Maine-et-Loire	19	10	52,6	41	4	9,8	60	14	23,3	794 497	7	3	29	2	36	5	13,7
	53	Mayenne	7	3	42,9	32	4	12,5	39	7	17,9	310 698	4	1	16	2	20	3	14,7
	72	Sarthe	15	7	46,7	40	8	20,0	55	15	27,3	572 034	6	2	23	4	29	6	20,6
	85	Vendée	17	8	47,1	31	5	16,1	48	13	27,1	626 588	6	2	25	3	31	5	16,2
	<i>Total</i>	93	45	48,4	203	31	15,3	296	76	25,7	3 584 848	34	13	135	18	169	31	18,3	
PICARDIE	2	Aisne	16	8	50,0	42	3	7,1	58	11	19,0	552 844	6	2	22	1	28	3	10,6
	60	Oise	22	11	50,0	41	2	4,9	63	13	20,6	816 142	7	3	30	1	37	4	10,8
	80	Somme	19	9	47,4	46	5	10,9	65	14	21,5	578 978	6	2	23	2	29	4	13,7
		<i>Total</i>	57	28	49,1	129	10	7,8	186	38	21,5	1 947 964	19	7	75	4	94	11	11,7
POITOU-CHARENTES	16	Charente	12	5	41,7	35	3	8,6	47	8	17,0	362 528	4	1	18	1	22	2	9,1
	17	Charente-Maritime	18	8	44,4	51	4	7,8	69	12	17,4	623 201	6	2	25	1	31	3	9,7
	79	Deux -Sèvres	11	5	45,5	33	2	6,1	44	7	15,9	374 690	4	2	18	1	22	3	13,3
	86	Vienne	14	6	42,9	38	2	5,3	52	8	15,4	433 523	5	2	19	1	24	3	12,3
		<i>Total</i>	55	24	43,6	157	11	7,0	212	35	21,5	1 793 942	19	7	80	4	99	11	11,1

Régions	Code dépt.	Départements	CR et CG avant 2014									Population 2007 (1)	Projections (2) du nombre de CT élus en 2014						
			Total CR 2004	dont F.	% F	Total CG 2008	dont F.	% F	Total	dont F.	% F.		Elus sur liste dépt.	dont F. (3)	Elus dans cantons	dont F. (4)	Total CT	dont F.	% F.
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	4	Alpes-de-Haute-Provence	4	2	50,0	30	2	6,7	34	4	11,8	161 054	3	1	12	0	15	1	6,5
	5	Hautes-Alpes	3	1	33,3	30	2	6,7	33	3	9,1	137 528	3	1	12	0	15	1	6,7
	6	Alpes-Maritimes	26	13	50,0	52	4	7,7	78	17	21,8	1 097 046	9	4	38	2	47	6	12,9
	13	Bouches-du-Rhône	51	26	51,0	57	9	15,8	108	35	32,4	1 985 193	15	7	61	9	76	16	21,0
	83	Var	25	12	48,0	43	7	16,3	68	19	27,9	1 013 458	9	4	35	5	44	9	20,6
	84	Vaucluse	14	6	42,9	24	2	8,3	38	8	21,1	550 568	6	2	22	1	28	3	10,6
	<i>Total</i>		123	60	48,8	236	26	11,0	359	86	21,5	4 944 847	45	19	180	17	225	36	16,0
RHONE-ALPES	1	Ain	14	7	50,0	43	2	4,7	57	9	15,8	591 151	6	1	24	1	30	2	6,7
	7	Ardèche	9	4	44,4	33	1	3,0	42	5	11,9	319 305	4	1	17	0	21	1	4,8
	26	Drôme	14	7	50,0	36	6	16,7	50	13	26,0	487 881	5	2	21	3	26	5	19,0
	38	Isère	32	15	46,9	58	5	8,6	90	20	22,2	1 204 924	10	4	40	3	50	7	14,0
	42	Loire	20	10	50,0	40	4	10,0	60	14	23,3	758 529	7	3	28	2	35	5	14,3
	69	Rhône	41	20	48,8	54	9	16,7	95	29	30,5	1 707 084	13	6	54	8	67	14	20,9
	73	Savoie	10	4	40,0	37	7	18,9	47	11	23,4	418 765	5	1	19	3	24	4	16,7
	74	Haute-Savoie	17	9	52,9	34	1	2,9	51	10	19,6	728 201	7	3	27	0	34	3	8,8
	<i>Total</i>		157	76	48,4	335	35	10,4	492	111	22,6	6 215 840	57	21	230	20	287	41	14,3
Total Métropole sans Corse			1671	795	47,6	3 974	552	13,9	5 645	1 347	23,9	62 897 600	676	268	2362	259	3038	527	17,3

Légende :

(1) Insee, Recensement de la population 2007. Populations légales des départements en vigueur au 1er janvier 2010

(2) Quotient de calcul : 15 conseillers territoriaux dans les départements de moins de 150.000 habitants (signalés en gras) et 15 + 1 par tranche de 30.000 habitants, dans les départements de plus de 150.000 habitants.

(3) Calcul selon le % de femmes élues sur la liste départementale lors des élections régionales de 2004, arrondi à l'entier inférieur.

(4) Calcul selon le % de femmes élues dans les cantons du département après 2004, arrondi à l'entier inférieur.

(5) Le projet de Loi n°61 prévoit que les membres du Conseil de Paris, à la fois conseillers généraux et conseillers municipaux (Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982), devenus conseillers territoriaux en 2014, ne siègent plus qu'à la région Ile-de-France, où ils seront élus au scrutin de liste à un tour, avec application de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

(6) Collectivité territoriale de la Corse depuis la loi du 13 mai 1991

(7) Le département de la Guadeloupe ne comprend plus les communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, devenues des collectivités d'outre-mer en 2007.

N.C. : Départements non concernés

DOM : Départements d'outre-mer

4.2. Projet de loi n°62 relatif à l'élection des conseillers municipaux :

Le projet de loi n°62, prévoit l'extension de la contrainte paritaire aux communes de 500 habitants et plus, soit à 44,1% des communes en France (tableau 10), contre 7,7% précédemment (voir tableau 4). Le pourcentage de femmes adjointes devrait passer de 31,7 à 39,9% et celui de conseillères municipales de 34,8% à 40,8% (tableau 12 et 13).

Tableau 12 : Projection de la part d'élus soumis à la contrainte paritaire, en 2014									
Taille (en nombre d'habitants)	Total	% total	% sans et avec parité	Adjoints	% total	% sans et avec parité	Conseillers municipaux	% total	% sans et avec parité
<i>Elections sans contrainte paritaire</i>									
moins de 500	20 493	55,9%	55,9%	46 775	39,3%	39,3%	218 378	42,3%	42,3%
<i>Elections avec contrainte paritaire</i>									
de 500 à 3 499	13 360	36,4%	44,1%	48 990	41,2%	60,7%	210 424	40,8%	57,7%
de 3 500 à 4 999	859	2,3%		6 182	5,2%		23 813	4,6%	
de 5 000 à 9 999	1 045	2,8%		7 514	6,3%		29 256	5,7%	
de 10 000 à 19 999	484	1,3%		4 243	3,6%		16 577	3,2%	
de 20 000 à 49 999	318	0,9%		3 396	2,9%		12 078	2,3%	
de 50 000 à 99 999	85	0,2%		1 102	0,9%		3 652	0,7%	
100 000 et plus	37	0,1%		672	0,6%		1 966	0,4%	
Total	36 681	100,0%	100,0%	118 874	100,0%	100,0%	516 144	100,0%	100,0%

Tableau 13 : Part de femmes maires, adjointes et conseillères municipales, en 2008									
Taille (en nombre d'habitants)	Effectif total			Nombre de femmes			% de femmes		
	Communes	Adjoints	Conseillers municipaux	Maires	Adjointes	Conseillères municipales	Maires	Adjointes	Conseillères municipales
<i>Elections sans contrainte paritaire</i>									
moins de 500	20 493	46 775	218 378	3 275	12 318	65 490	16,0%	26,3%	30,0%
de 500 à 3 499	13 360	48 990	210 424	1 591	14 221	72 385	11,9%	29,0%	34,4%
<i>Elections avec contrainte paritaire</i>									
de 3 500 à 4 999	859	6 182	23 813	90	2 959	11 388	10,5%	47,9%	47,8%
de 5 000 à 9 999	1 045	7 514	29 256	107	3 671	14 077	10,2%	48,9%	48,1%
de 10 000 à 19 999	484	4 243	16 577	46	2 002	7 949	9,5%	47,2%	48,0%
de 20 000 à 49 999	318	3 396	12 078	26	1 655	5 838	8,2%	48,7%	48,3%
de 50 000 à 99 999	85	1 102	3 652	11	532	1 777	12,9%	48,3%	48,7%
100 000 et plus	37	672	1 966	5	331	972	13,5%	49,3%	49,4%
Total	36 681	118 874	516 144	5 151	37 689	179 876	14,0%	31,7%	34,8%

Tableau 14 : Projection du nombre et de la part de femmes maires, adjointes et conseillères municipales, en 2014									
Taille (en nombre d'habitants)	Effectif total			Nombre de femmes			% de femmes		
	Communes	Adjoints	Conseillers municipaux	Maires	Adjointes	Conseillères municipales	Maires	Adjointes	Conseillères municipales
<i>Elections sans contrainte paritaire</i>									
moins de 500	20 493	46 775	218 378	3 275	12 318	65 490	16,0%	26,3%	30,0%
de 500 à 3 499	13 360	48 990	210 424	1 591	24 005	103 108	11,9%	49,0%	49,0%
de 3 500 à 4 999	859	6 182	23 813	90	2 959	11 388	10,5%	47,9%	47,8%
de 5 000 à 9 999	1 045	7 514	29 256	107	3 671	14 077	10,2%	48,9%	48,1%
de 10 000 à 19 999	484	4 243	16 577	46	2 002	7 949	9,5%	47,2%	48,0%
de 20 000 à 49 999	318	3 396	12 078	26	1 655	5 838	8,2%	48,7%	48,3%
de 50 000 à 99 999	85	1 102	3 652	11	532	1 777	12,9%	48,3%	48,7%
100 000 et plus	37	672	1 966	5	331	972	13,5%	49,3%	49,4%
Total	36 681	118 874	516 144	5 151	47 473	210 599	14,0%	39,9%	40,8%

Cette réforme devrait permettre l'élection de 30.723 conseillères municipales (103.108 - 72.385) dont 9.784 adjointes (24.005 - 14.221). La loi ne posant aucune contrainte quant au sexe des têtes de listes, aucune diminution du pourcentage d'hommes maires (86%) n'est à prévoir.